

**FORMULAIRE  
FORMULE 811**

**MOTION EN MODIFICATION SUR CONSENTEMENT**

N° du dossier \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DU ROI DU NOUVEAU-BRUNSWICK  
DIVISION DE LA FAMILLE  
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE .....

ENTRE :

requérant(s)

et

intimé(s)

**MOTION EN MODIFICATION SUR CONSENTEMENT  
(FORMULE 811)**

**Requérant**

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_  
(numéro et rue)

\_\_\_\_\_  
(cité, ville, village) (province) (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ (travail)  
\_\_\_\_\_ (domicile)

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

**Avocat du requérant**

Nom de l'avocat du requérant : \_\_\_\_\_

Raison sociale (*s'il y a lieu*) : \_\_\_\_\_

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_  
(numéro et rue)

\_\_\_\_\_  
(cité, ville, village) (province) (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Formule 811

**Intimé**

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_  
(numéro et rue)

\_\_\_\_\_ (cité, ville, village)

\_\_\_\_\_ (province, état, pays)

\_\_\_\_\_ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ (travail)  
\_\_\_\_\_ (domicile)

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

**Avocat de l'intimé**

Nom de l'avocat de l'intimé : \_\_\_\_\_

Raison sociale (*s'il y a lieu*) : \_\_\_\_\_

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_  
(numéro et rue)

\_\_\_\_\_ (cité, ville, village)

\_\_\_\_\_ (province)

\_\_\_\_\_ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

**\* REMARQUE : CETTE FORMULE SERT POUR LES ALIMENTS ÉNUMÉRÉS CI-DESSOUS :**

- a) **LES ALIMENTS POUR ENFANT (QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DIVORCE OU LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE);**
- b) **LES ALIMENTS POUR ÉPOUX QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DIVORCE;**
- c) **LES ALIMENTS POUR UNE PERSONNE À CHARGE QUI N'EST PAS UN ENFANT QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE.**

**CHACUN D'ENTRE VOUS DEVRAIT SONGER À CONSULTER UN AVOCAT AVANT DE SIGNER LE PRÉSENT CONSENTEMENT.**

1. Nous savons que chacun d'entre nous a le droit de consulter son avocat au sujet de cette instance et comprenons que la signature du présent consentement peut donner lieu à une ordonnance définitive de la cour qui sera exécutée.
2.  Nous avons déposé/Nous déposons les états financiers (formule 72J) auprès de la cour.  
 Nous nous sommes mis d'accord pour ne pas déposer d'états financiers auprès de la cour.
3.  Nous avons joint l'accord en vigueur ou l'ordonnance en vigueur portant sur les aliments et demandons à la cour de rendre une ordonnance modifiant cet accord ou cette ordonnance comme il est énoncé ci-dessous :

#### 4. DÉCLARATION DU REQUÉRANT ET DE L'INTIMÉ

*Pour les instances formées sous le régime de la Loi sur le droit de la famille*

- Nous attestons que nous sommes conscients des obligations qui nous sont imposées en application de l'article 5 de la *Loi sur le droit de la famille*.

*Pour les instances formées sous le régime de la Loi sur le divorce*

- Nous attestons que nous sommes conscients des obligations qui nous sont imposées en application des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, 20\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature du requérant

\_\_\_\_\_  
Signature de l'intimé

#### ATTESTATIONS DES AVOCATS

5. Je m'appelle \_\_\_\_\_ et je suis l'avocat du requérant dans cette instance. J'atteste m'être conformé aux exigences prévues à

- l'article 6 de la *Loi sur le droit de la famille*.  
 l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, 20\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature de l'avocat du requérant

6. Je m'appelle \_\_\_\_\_ et je suis l'avocat de l'intimé dans cette instance. J'atteste m'être conformé aux exigences prévues à

- l'article 6 de la *Loi sur le droit de la famille*.  
 l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, 20\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature de l'avocat de l'intimé

#### TEMPS PARENTAL/RESPONSABILITÉS DÉCISIONNELLES

*(Ne remplir que si les parties demandent la modification d'une ordonnance parentale.)*

7.  Nous sommes d'accord pour que du temps parental et des responsabilités décisionnelles à l'égard de l'enfant ou des enfants qui suivent soient attribués à (*nom de la ou des parties*) \_\_\_\_\_ en vertu d'une ordonnance parentale :

*Formule 811*

Nom et prénom officiels de l'enfant	Date de naissance <i>(jour, mois, année)</i>	Âge	Sexe

Nous sommes d'accord que du temps parental à l'égard de l'enfant ou des enfants qui suivent (*nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants*) soit attribué à (*nom de la ou des parties*) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ en vertu d'une ordonnance parentale comme suit : (*Donnez des précisions au sujet de l'ordonnance parentale.*)

**OU**

8.  Nous sommes d'accord pour que (*noms des parties*) \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ se partagent le temps parental et les responsabilités décisionnelles à l'égard de l'enfant ou des enfants qui suivent en vertu d'une ordonnance parentale :

Nom et prénom officiels de l'enfant	Date de naissance <i>(jour, mois, année)</i>	Âge	Sexe

Nous sommes d'accord pour que les arrangements quant aux modalités de logement de l'enfant ou des enfants suivants : (*nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants*) \_\_\_\_\_ et au temps parental à son ou à leur égard soient comme suit :

**ALIMENTS POUR ENFANT (QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DIVORCE OU  
LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE)**  
*(Ne remplir que si vous demandez la modification des aliments pour enfant.)*

9. Nous convenons d'une ordonnance portant sur les aliments pour enfant qui corresponde :

à une somme égale ou supérieure à celle qui figure dans les lignes directrices sur les aliments pour enfant.

Formule 811

- à un montant nul (pas d'aliments pour enfant).
- à une somme inférieure à celle qui figure dans les lignes directrices sur les aliments pour enfant pour les raisons suivantes :

10. La partie qui bénéficie des aliments  reçoit  ne reçoit pas d'assistance sous le régime de la *Loi sur la sécurité du revenu familial*.

11. Nous sommes d'accord pour que les aliments pour enfant soient payés comme suit :

Compte tenu du revenu annuel du débiteur qui s'élève à \_\_\_\_\_ \$, (*nom de la partie*) \_\_\_\_\_ doit verser à (*nom de la partie*) \_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$ par mois pour l'enfant ou les enfants suivants : (*nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants*) \_\_\_\_\_

à compter du (*date*) \_\_\_\_\_.

À compter du (*date*) \_\_\_\_\_, (*nom de la partie*) \_\_\_\_\_ doit verser à (*nom de la partie*) \_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$ au titre des dépenses spéciales ou extraordinaires suivantes :

Nom de l'enfant	Genre de dépenses	Montant total de la dépense	Part du débiteur	Modalités de paiement ( <i>fréquence des paiements, date d'échéance, etc.</i> )
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	

(*Ne remplir que si les parties conviennent de dépenses spéciales ou extraordinaires.*) Le revenu annuel total du bénéficiaire s'élève à \_\_\_\_\_ \$.

L'accord ou l'ordonnance portant sur les aliments pour enfant à l'égard de l'enfant ou des enfants suivants : (*nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants*) \_\_\_\_\_ daté du \_\_\_\_\_ doit prendre fin au (*date*) \_\_\_\_\_.

**À remplir s'il y a lieu :**

12. Nous sommes également d'accord pour que le montant des aliments en souffrance pour enfant soit payé comme suit :

Le montant des aliments pour enfant dû à (*nom du bénéficiaire*) \_\_\_\_\_ est fixé à \_\_\_\_\_ \$ au (*date*) \_\_\_\_\_ et (*nom du débiteur*) \_\_\_\_\_ doit verser à (*nom du bénéficiaire*) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$ par  
mois à compter du (date) \_\_\_\_\_ jusqu'à ce que le montant intégral dû soit payé.

**ALIMENTS POUR ÉPOUX QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DIVORCE**  
*(Ne remplir que si vous demandez la modification des aliments pour époux.)*

13. Nous sommes d'accord pour que les aliments pour époux soient payés comme suit :

(Nom de la partie) \_\_\_\_\_ doit verser à (nom de la  
partie) \_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$ par mois à  
compter du (date) \_\_\_\_\_.

L'accord ou l'ordonnance portant sur les aliments pour époux daté du \_\_\_\_\_ doit prendre fin  
au (date) \_\_\_\_\_.

14. Nous sommes d'accord pour que le montant des aliments en souffrance pour époux soit payé comme suit :

Le montant des aliments pour époux dû à (nom du bénéficiaire) \_\_\_\_\_ est fixé à  
\_\_\_\_\_ \$ au (date) \_\_\_\_\_ et (nom du débiteur)  
\_\_\_\_\_ doit verser à (nom du  
bénéficiaire) \_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$  
par mois à compter du (date) \_\_\_\_\_ jusqu'à ce que le montant intégral dû soit payé.

**ALIMENTS POUR UNE PERSONNE À CHARGE QUI N'EST PAS UN ENFANT QUE PRÉVOIT  
LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE**

15. Nous sommes d'accord pour que les aliments pour une personne à charge soient payés comme suit :

(Nom de la partie) \_\_\_\_\_ doit verser à (nom de la  
partie) \_\_\_\_\_ la somme de \_\_\_\_\_ \$ par mois à  
compter du (date) \_\_\_\_\_.

L'accord ou l'ordonnance portant sur les aliments pour une personne à charge daté du \_\_\_\_\_ doit  
prendre fin au (date) \_\_\_\_\_.

16. Nous sommes d'accord pour que le montant d'aliments en souffrance pour une personne à charge soit payé  
comme suit :

Le montant d'aliments dû à (nom du bénéficiaire) \_\_\_\_\_ est fixé à  
\_\_\_\_\_ \$ au (date) \_\_\_\_\_ et  
(nom du débiteur) \_\_\_\_\_ doit verser à (nom  
du bénéficiaire) \_\_\_\_\_ la somme de  
\_\_\_\_\_ \$ par mois à compter du (date) \_\_\_\_\_ jusqu'à ce que le montant intégral  
dû soit payé.

**AUTRES**  
*(À remplir s'il y a lieu.)*

17. Nous sommes d'accord pour que le ou les paragraphes (*Précisez quels paragraphes de l'ordonnance doivent être modifiés.*) \_\_\_\_\_ de l'ordonnance de \_\_\_\_\_, juge à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick, rendue le \_\_\_\_\_, soient modifiés comme suit : (*Donnez des précisions sur l'ordonnance que vous demandez à la cour de rendre.*)

***Les parties n'ont pas besoin de signer le présent consentement en même temps, mais chacune d'elles doit le signer en présence d'un témoin qui le signe à son tour immédiatement après la partie.***

***REMARQUE : Le témoin ne peut être l'une des parties. Si le témoin ne connaît pas la partie, il devrait demander à voir une pièce d'identité qui prouve que le signataire du consentement est la même personne que celle qui est partie au consentement.***

\_\_\_\_\_  
Signature du requérant

\_\_\_\_\_  
Signature de l'intimé

\_\_\_\_\_  
Date de la signature du requérant

\_\_\_\_\_  
Date de la signature de l'intimé

\_\_\_\_\_  
Signature du témoin

\_\_\_\_\_  
Signature du témoin

\_\_\_\_\_  
Dactylographiez le nom du témoin à la signature du requérant ou écrivez-le en caractères d'imprimerie.

\_\_\_\_\_  
Dactylographiez le nom du témoin à la signature de l'intimé ou écrivez-le en caractères d'imprimerie.

\_\_\_\_\_  
Adresse du témoin

\_\_\_\_\_  
Adresse du témoin

\_\_\_\_\_  
Numéro de téléphone du témoin

\_\_\_\_\_  
Numéro de téléphone du témoin

2010-135; 2018-35; 2021-17; 2022-86